



COMMUNICATION DES ASSOCIATIONS DE PARENTS D'ÉLÈVES DES EGD DE LA ZONE IBÉRIQUE

Le 17 Mai 2020

A l'attention de :

M. Jean-Yves Le Drian, Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

M. Jean-Michel Blanquer, Ministre de l'Éducation nationale et de la jeunesse

M. Jean-Baptiste Lemoyne, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

M. Olivier Brochet, Directeur de l'AEFE

M. Jean-Michel Casa, Son excellence l'Ambassadeur de France en Espagne

Mme Florence Mangin, Son excellence l'Ambassadrice de France au Portugal

Mme Anne Louyot, Conseillère de Coopération et d'Action Culturelle

Mmes et MM. les sénatrices et sénateurs des français de l'étranger

Mmes et MM. les députés des français de l'étranger





Mesdames, Messieurs,

Nous vous écrivons en tant que représentants de parents d'élèves de la zone Ibérique. Nous vous alertons et vous informons régulièrement de la situation dans nos EGD depuis les tous premiers jours de la crise, mais malgré nos multiples courriers envoyés, nous sommes toujours sans réponse, il devient plus que pressant de nous répondre officiellement. Le seul fait de nous laisser dans l'attente augmente l'inquiétude générale et l'animosité des parents vis-à-vis de leur établissement et donc de l'agence.

Les familles ont soutenu pendant de nombreuses années nos établissements en assumant de larges augmentations de frais d'écolage pour financer l'AEFE (mutualisation) et, entre autres, les projets immobiliers de leur établissement sur fonds propres. De plus, la crise a aussi démontré la limite de l'enseignement à distance, soulignant un manque d'homogénéité qui persiste d'une classe à une autre en fonction de l'enseignant, de sa maîtrise des outils et des moyens mis à sa disposition, malgré des signes encourageants d'amélioration ces dernières semaines. Situation compliquée aussi par les conditions d'apprentissage inégales d'une famille à l'autre. Finalement, il nous paraît pertinent de souligner les surcoûts importants assumés par les parents en termes de moyens mis en œuvre avec le travail à distance (ordinateur, impression, connexion), de coût horaire pour assurer une permanence et accompagnement des enfants allant de quatre à six heures par jour.

Nous ne pouvons aussi que souligner la dégradation de la situation économique de nos deux pays, l'Espagne et le Portugal, due à la récession causée par la crise sanitaire et son impact sur le secteur touristique, secteur essentiel pour notre croissance économique.

Il est donc important, en ces temps inédits, de montrer aux familles la solidarité qu'elles-mêmes ont démontré ces dernières années : il est plus que nécessaire que vous fassiez un geste en leur faveur. Surtout que de nombreux établissements conventionnés et homologués du réseau de la zone ibérique ont déjà accordé des remises allant de 20 à 33% (Lycée Français de Porto, Lesseps Barcelone, Bon soleil Barcelone...).

L'incompréhension des familles à cette absence de geste est d'autant plus grande depuis que l'AEFE a accordé aux familles de l'EGD de Moscou une remise de 33% sur le troisième trimestre. L'AEFE aurait-elle une politique à deux vitesses ? Pourquoi certains ont droit à une remise et pas d'autres ! L'Espagne et le Portugal sont-ils moins impactés par la crise ? C'est particulièrement injuste et discriminatoire vis-à-vis des familles.

Le maintien des conditions de frais d'écolage en l'état, comme si de rien n'était, ne ferait qu'exposer les familles du réseau à plus de vulnérabilité, au risque d'enregistrer non seulement un faible recouvrement des frais de scolarité, mais aussi des départs massifs lors de la prochaine rentrée au bénéfice d'autres systèmes qui ont su réagir plus rapidement à la situation (mise en place de technologie de l'enseignement à distance efficace et fonctionnelle, réductions tarifaires, accompagnement).

C'est à l'écoute des parents et des propositions des uns et des autres, que nous, associations, proposons les mesures économiques suivantes, comme soutien solidaire aux établissements et aux familles qui nous ont interpellé, en appelant à ce que ces mesures ne fassent pas abstraction de la condition des familles non-françaises qui composent la majeure partie des effectifs des établissements.

Mesures à court terme (avant fin juin)

- 01 30 % sur les frais d'écolage du troisième trimestre 2019/2020 pour toutes les familles et un pourcentage plus important pour les familles ayant des enfants en maternelle tel que prévu par la loi.
- 02 Aide de l'AEFE à travers une contribution à la caisse de solidarité de l'établissement pour les familles non-françaises.
- 03 Échelonnement des paiements des frais de scolarité du troisième trimestre ainsi que ceux de l'année prochaine ; possibilité de payer mensuellement si ce n'est pas déjà le cas.
- 04 Maintien des équilibres financiers des établissements, avec une réduction de 30 % à la participation à la rémunération des résidents (PRR) et la participation financière complémentaire (PFC), et suppression de la participation aux HS.
- 05 Priorisation des investissements en matière d'analyse, de développement et d'acquisition d'équipement pour l'enseignement à distance ; tout en développant et mettant en œuvre des cursus de formation des enseignants pour la dématérialisation et l'usage des technologies numériques ;
- 06 Mise en place d'un dialogue franc et transparent avec les associations de parents (comme à Lisbonne) en vue de la planification de la rentrée. En l'absence de dialogue, les associations de parents d'élèves ne pourront rassurer les parents.
- 07 Adaptation du règlement financier signé par les familles où sont uniquement stipulées les obligations des familles. Ce document doit évoluer vers une logique de contrat de service, où seraient énoncés les droits et obligations de tous en toute transparence, selon les conditions probables que seront celles de la rentrée 2020-2021.

Mesures à moyen terme

- 01 Gel des augmentations de frais d'écolage annoncées pour une durée de 24 mois ; les parents et familles ne seront pas en capacité d'honorer des engagements supplémentaires, au vu des difficultés économiques qui prendront certainement du temps avant de s'atténuer, au moins deux ans pour l'Espagne et le Portugal.
- 02 Stabilisation des frais de scolarité dans les années à venir pour ainsi maintenir l'accessibilité à l'éducation que l'on a choisi pour nos enfants.
- 03 Moratoire sur les programmes d'investissement non-essentiels et non encore entamés et 100% financés par les familles ; subvention de l'AEFE pour ceux qui devront être entrepris.
- 04 Application des mesures nécessaires pour assurer l'homogénéité du dispositif pédagogique mis en place ainsi que son amélioration pour arriver à offrir une continuité pédagogique.
- 05 Transformation du prêt/Avance France Trésor de 100 millions fait à l'AEFE en subvention. Si cela reste en l'état ce sont les familles qui devront rembourser ce prêt, avec obligatoirement des prélèvements supplémentaires de la part de l'AEFE, qui auront des répercussions directes sur les frais d'écolage déjà très élevés.
- 06 Implication des parents d'élèves dans l'élaboration du projet d'établissement et rôle décisionnaire sur la gestion financière de leur lycée.

Sur ce dernier point, nos associations ont toujours cherché par leurs positions à défendre le maintien des EGD, notamment lors des débats sur la réforme de l'AEFE. Notre collaboration a été de souligner l'importance de devoir impliquer effectivement les parents dans les différents processus décisionnels et nous avons apprécié la prise en compte de plusieurs propositions dans les décisions gouvernementales qui ont suivi. Cependant, à ce jour, nous restons dans l'attente de voir ces dispositions se concrétiser dans les EGD de la péninsule ibérique.

Nous espérons que notre courrier parviendra à vous convaincre de l'attitude constructive que nous souhaitons partager et promouvoir au sein de nos établissements. Nos propos ne sont pas de nature à compromettre l'avenir de nos enfants ni de nos établissements, mais à vous permettre une lecture fidèle des réalités et des ressentis des familles. Nous sommes les familles de l'AEFE, des partenaires indispensables. Il est temps que les établissements accompagnent toutes les familles avec des mesures économiques fortes et courageuses, à la hauteur de la crise actuelle.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos salutations distinguées.

A.L.I Lycée Français de Madrid, Espagne

A.L.I Lycée Français de Barcelone, Espagne

G.P.I Lycée Français de Valence, Espagne

FCPE Lycée Français de Lisbonne, Portugal

